

SYNDICAT DES MOBILITÉS DE TOURAINE

COMITÉ SYNDICAL DU 05 MARS 2026

Convocations adressées le : vendredi 20 février
Nombre de délégués titulaires présents : 08 (délibérations 01 à 22) ; 07 (délibérations 23 à 25) ; 06 (délibérations 26 à 36).
Nombre de délégués suppléants à voix délibérative présents : 01 (délibérations 01 à 22) ; 02 (délibérations 23 à 36).
Nombre de pouvoirs attribués : 01
Nombre de délégués votants (dont pouvoirs) : 10 (délibérations 01 à 25) ; 09 (délibérations 26 à 36)
Nombre de titulaires en exercice : 14

Titulaires présents :

Alain BENARD (délibérations 01 à 22) ; Christophe BOULANGER ; Olivier CONTE ; Armelle GALLOT-LAVALLEE ; Christian GATARD ; Michel GILLOT ; Franck MAZET ; Laurent RAYMOND (délibérations 01 à 26).

Suppléants à voix délibérative :

Michel PADONOU (délibérations 23 à 36) ; Gérard SERER.

Suppléants sans voix délibérative :

Michel PADONOU (délibérations 01 à 22).

Titulaires ayant reçu un pouvoir par un autre titulaire :

Christophe BOULANGER pour Emmanuel DENIS.

Absents excusés :

Emmanuel DENIS ; Sébastien MARAIS ; Brigitte PINEAU.

Secrétaire de séance :

Franck MAZET.

C 26/03/30 - FONCIER - APPROBATION DU TRAITE D'ADHESION A L'ORDONNANCE D'EXPROPRIATION A CONCLURE ENTRE LE SYNDICAT DES MOBILITES DE TOURAINE ET TOURS METROPOLE HABITAT DANS LE CADRE DE LA REALISATION DE LA SECONDE LIGNE DE TRAMWAY - TOURS

Monsieur Christophe BOULANGER, 1^{er} Vice-Président, présente le rapport suivant :

Sur le territoire de la Ville de Tours, le projet de création de la deuxième ligne de tramway, déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral du 13 juin 2025, impacte plusieurs emprises foncières appartenant à Tours Métropole Habitat. Plus précisément, il s'agit des parcelles suivantes :

- la parcelle cadastrée section CZ n°603, d'une superficie de 123 m², située 2 rue Bellini à Tours ;
- la parcelle cadastrée section ER n°841, d'une superficie de 805 m², située 1 allée Ambroise Paré à Tours ;
- la parcelle cadastrée section DE n°721, d'une superficie de 93 m², située 1 place Goya à Tours ;
- la parcelle cadastrée section DK n°102, d'une superficie de 516 m², située 14 avenue de l'Alouette à Tours.

Un arrêté de cessibilité a été délivré le 8 juillet 2025 par la Préfecture d'Indre-et-Loire, et l'ordonnance d'expropriation a été rendue le 29 octobre suivant. Cette dernière a transféré la propriété des biens expropriés au Syndicat des Mobilités de Touraine et a mis fin aux droits réels ou personnels existants sur les immeubles expropriés.

Par ailleurs, il est rappelé que, depuis la déclaration d'utilité publique, des indemnités de emploi sont dues. L'indemnité de emploi est une indemnité forfaitaire calculée en pourcentage sur le montant de l'indemnité principale :

- 20 % jusqu'à 5 000 € ;
- 15 % de 5 000 € à 15 000 € ;
- 10 % au-delà de 15 000 €.

De ce fait, lesdites parcelles ont été estimées par le Pôle d'évaluation domaniale aux termes d'avis en date du 16 décembre 2025, comme suit :

- concernant la parcelle cadastrée section CZ n°603 : 55 200 € + 6 520 € au titre de l'indemnité de emploi soit une indemnité totale de 61 720 € ;
- concernant la parcelle cadastrée section ER n°841 : 64 400 € + 7 440 € au titre de l'indemnité de emploi soit une indemnité totale de 71 840 € ;
- concernant la parcelle cadastrée section DE n°721 : 7 440 € + 1 366 € au titre de l'indemnité de emploi soit une indemnité totale de 8 806 € ;
- concernant la parcelle cadastrée section DK n°102 : 41 280 € + 5 128 € au titre de l'indemnité de emploi soit une indemnité totale de 46 408 €.

Il est précisé que les frais de géomètre ainsi que les frais de rédaction du traité d'adhésion sont à la charge du Syndicat des Mobilités de Touraine.

A défaut d'accord amiable plus d'un mois à compter de la notification des offres de l'expropriant, il vous est proposé en application de l'article R 311-9 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, de saisir Madame le Juge de l'expropriation.

Un mémoire de saisine sera alors adressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au greffe de la juridiction accompagné de deux copies.

En conséquence, il est proposé au Comité syndical d'adopter la délibération suivante :

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, et notamment l'article L3112-1,

Vu l'arrêté préfectoral n°181-232 du 27 novembre 2018 portant création du Syndicat des Mobilités de Touraine,

Vu les avis du Pôle d'évaluation domaniale en date du 16 décembre 2025,

Vu l'ordonnance d'expropriation en date du 29 octobre 2025,

Vu la notification de l'ordonnance d'expropriation en date du 25 novembre 2025,

- **APPROUVE** les indemnités dues à Tours Métropole Habitat en vue de la prise de possession par le Syndicat des Mobilités de Touraine des parcelles suivantes :
 - la parcelle cadastrée section CZ n°603, d'une superficie de 123 m², située 2 rue Bellini à Tours, à hauteur de 55 200 € + 6 520 € au titre de l'indemnité de remploi soit une indemnité totale de 61 720 € ;
 - la parcelle cadastrée section ER n°841, d'une superficie de 805 m², située 1 allée Ambroise Paré à Tours, à hauteur de 64 400 € + 7 440 € au titre de l'indemnité de remploi soit une indemnité totale de 71 840 € ;
 - la parcelle cadastrée section DE n°721, d'une superficie de 93 m², située 1 place Goya à Tours, à hauteur de 7 440 € + 1 366 € au titre de l'indemnité de remploi soit une indemnité totale de 8 806 € ;
 - la parcelle cadastrée section DK n°102, d'une superficie de 516 m², située 14 avenue de l'Alouette à Tours, à hauteur de 41 280 € + 5 128 € au titre de l'indemnité de remploi soit une indemnité totale de 46 408 € ;
- **DIT** que les frais de géomètre ainsi que les frais de rédaction du traité d'adhésion sont à la charge du Syndicat des Mobilités de Touraine ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à signer le traité d'adhésion ou toutes les pièces afférentes à la présente délibération ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à saisir Madame le Juge de l'expropriation à défaut d'accord amiable plus d'un mois à compter de la notification des offres de l'expropriant.

Le Comité syndical adopte à l'unanimité.

Pour extrait conforme et certification du caractère exécutoire,

<p>Le secrétaire de séance,</p>   <p>Franck MAZET</p>	<p>Pour le Président et par délégation,</p> <p>La Directrice,</p>   <p>Soazic LE GUEN</p>
--	---